

LA VALEUR AJOUTEE DU SECTEUR NON ENREGISTRE URBAIN AU MEXIQUE

Une approche par l'enquête emploi

par François ROUBAUD*

INTRODUCTION

LE NOUVEL ENGOUEMENT POUR LE SECTEUR INFORMEL : UN DEBAT NATIONAL

Au Mexique, il ne se passe pas une semaine sans que l'on parle dans les medias du secteur informel. Le 13 août 1987 s'est écrit un nouveau chapitre de l'histoire sans fin des luttes perpétuelles et sans issue sur la délocalisation - relocalisation des vendeurs ambulants. Des "faucons" à la solde de la mairie du Centre de Mexico agressent dans la rue les vendeurs ambulants, entraînant des scènes de violences et d'émeutes sporadiques. Les reportages sur le sous-emploi et la marginalité se multiplient. L'Iniciativa Privada (organisation patronale) lance une offensive contre le "trop d'Etat", qui se manifeste par des taux d'imposition exorbitants et une corruption généralisée. Le thème du secteur informel est certainement, avec celui de la dette extérieure, un élément essentiel du débat qui agite la société mexicaine quant à son devenir.

Or à cette effervescence médiatique correspond un état des instruments d'information (en particulier statistiques et enquêtes) particulièrement lacunaire, qui permet à chacun des agents institutionnels de soutenir n'importe quelle thèse sur la base d'intuitions économiques ou plus communément de postulats idéologiques. La raison de cette indigence

* F. ROUBAUD, statisticien-économiste, est allocataire de recherches de l'ORSTOM. Il a travaillé à l'Institut national de statistique, de géographie et d'informatique du Mexique (INEGI) en 1986 et 1987.

Il remercie la Direction Générale de la Statistique de l'INEGI qui lui a permis de disposer des données nécessaires à la réalisation de cette étude.

informationnelle résulte du retard pris par les autorités sur la sphère universitaire dans la prise de conscience de l'importance stratégique du secteur informel dans la définition et le succès de politiques économiques. Si en effet anthropologues, économistes et sociologues latino-américains se penchent depuis 15 ans déjà sur le thème du secteur informel (en particulier dans la foulée des travaux du PREALC, Programa Regional de Empleo para America Latina y Caribe), leurs efforts tendaient à piétiner dans l'exercice scolastique de l'exégèse faute de munitions statistiques. Car, dans un pays du Tiers-Monde (faiblesse des ressources mobilisables) fortement centralisé (concentration de ces ressources dans une seule main), l'Etat apparaît seul capable de produire une information fiable et de couverture nationale susceptible d'alimenter le débat sur le secteur informel. Or ce n'est qu'avec la récession des années 80 que le thème devient l'objet d'un engouement généralisé en Amérique Latine.

Les raisons à la fois politiques et économiques de ce regain d'ardeur sont mentionnées par V. Tokman dans un récent article (1). Du côté économique on trouve la stabilité de la taille du marché de l'emploi informel alors même que le pays connaissait trente années de croissance (1950-1980). Sa croissance rapide observée depuis dans un cadre de dépression et de politiques d'ajustement a bien sûr accentué le phénomène. Les faibles perspectives de croissance globale dans les années à venir grèvent toute possibilité d'absorption par le secteur moderne de cohortes de jeunes particulièrement nombreuses. Face à ce problème d'emploi explosif à court terme, qui suffisait en soi à donner au secteur informel ses lettres de noblesse, les autorités se sont aussi rendues compte que des politiques peu coûteuses d'encouragement d'un secteur informel à forte intensité en travail pouvaient donner des résultats à court terme.

Les arguments de type politique pèsent eux aussi dans la décision gouvernementale de s'intéresser de près au phénomène. Si jusqu'à maintenant le secteur informel n'a pas donné le jour à un groupe de pression homogène monnayant son appui politique, ce réservoir d'électeurs potentiellement insatisfaits pourraient un jour se réveiller dans le sens observé au Pérou (2). Cependant si le secteur informel reste encore politiquement un géant

(1) V.E. TOKMAN "El sector informal, quince años después", El trimestre economico, n° 215, jul.-sept. 1987, pp. 513-536.

(2) H. DE SOTO "El otro sendero", Oveja Negra, Bogotá, 1987, 337 p.

endormi c'est sur le thème connexe de l'urbanisation que la menace se fait jour. L'éclosion d'organisations populaires (notamment après le tremblement de terre de septembre 1985) autour de revendications liées à l'habitat et aux invasions de terrains pourrait être le catalyseur d'une mobilisation du secteur informel. Surtout lorsque l'on connaît l'imbrication étroite qui existe entre répartition spatiale des quartiers populaires ou marginaux et poches d'activités économiques informelles.

La problématique mise en lumière par Fr. Chevalier dans son livre "Classes laborieuses, classes dangereuses" (1) sur la vision du monde ouvrier dans le Paris du XIXème siècle reste somme toute d'actualité en Amérique Latine et plus particulièrement à Mexico, où les "Barbares de l'intérieur" ne sont pas seulement aux portes de la ville (cinturones de miseria) mais occupent encore le centre. Pensons au quartier de Tepito des "Enfants de Sanchez" (2) qui a su garder toute sa saveur. Quelle image étonnante d'ailleurs de cette proximité (mais non promiscuité) que l'invasion des vendeurs ambulants sous les murs du Palacio Nacional (siège du gouvernement).

A ces motifs d'inquiétude s'ajoute l'offensive libérale mondiale menée contre l'Etat. Dans un contexte de crise, donc de remises en question, la mise à mal du Welfare State et des régulations institutionnelles par le secteur privé sur le thème de l'économie souterraine, a eu un impact particulièrement lourd au Mexique. Bien sûr cette problématique de l'économie souterraine importée d'Occident, qui tend à mettre en avant la rationalité utilitariste et volontariste (échapper au fisc) pour expliquer le non-enregistrement de certaines activités économiques, s'adapte très mal pour une grande partie du secteur informel (3). Cependant si secteur informel et économie souterraine ne sauraient être confondus, il n'en reste pas moins que l'Etat s'interroge sur le montant de l'évasion fiscale induite par le secteur informel et les manières d'y remédier.

Bref, à une époque où le Parti-Etat (le PRI, Parti Révolutionnaire Institutionnel) décide d'abandonner le discours et les mesures populistes pour une action économique plus

(1) Fr. CHEVALIER "Classes laborieuses, classes dangereuses", Plon, Paris, 1988.

(2) Osc. LEWIS "Les enfants de Sanchez", Coll. TEL, Gallimard, Paris, 1963, 638 p.

(3) V.M. NAVARRETE, Fr. ROUBAUD "Economia subterranea, una critica econometrica", Revista de estadística, n° 3, vol. I, Mexico, 1988, pp. 41-52.

libérale (remplacement aux rênes des "politicos" par les "tecnocratos"), le secteur informel devient un objet de dilemme.

Ou bien le gouvernement applique une politique d'ajustement structurel (ce qui implique entre autres : fin des prix subventionnés, concurrence accrue, réduction des effectifs du secteur public, politique de rigueur sur les revenus) et il risque :

- i) de perdre la base populaire de son assise ;
- ii) de provoquer un raz de marée dans le domaine du chômage (1).

Ou bien il continue à laisser le secteur informel se développer, de manière incontrôlée et en marge de son action, et alors il n'est plus en mesure de mener sa politique tournée vers la modernité (la nôtre) et de sortir des sables mouvants du sous-développement.

Donc, naviguant entre l'hydre mythique du réveil des révoltes populaires des marginaux, associés souvent à tort au secteur informel, et les attaques répétées du secteur privé sur son rôle néfaste, les pouvoirs publics mexicains (tous les Etats d'Amérique Latine en fait) ont senti l'absolue nécessité de créer des instruments d'analyse appropriés pour asseoir une politique raisonnée et une position institutionnelle de résorption/intégration du dit secteur.

Nous présenterons successivement l'état des connaissances statistiques sur le secteur informel mexicain, puis l'usage qu'il peut être fait de l'enquête emploi pour avoir une vision exhaustive de ce secteur. Enfin, après avoir proposé une définition opérationnelle du secteur informel, nous appliquerons une méthode originale pour en calculer la valeur ajoutée.

I - L'INDIGENCE DES SOURCES OU L'IMPOSSIBLE MESURE

Une fois acceptée l'idée que le secteur informel a une importance stratégique dans le cadre des politiques d'ajustement, et plus encore, de manière générale, pour le

(1) Rappelons que c'est le secteur informel qui permet au Mexique d'afficher des taux de chômage inférieurs à 5 %.

développement, il reste à fonder les diagnostics et propositions sur des analyses empiriques fines. Or pour diverses raisons, le système d'information national, dont a la charge l'INEGI, appréhende très mal ce secteur.

a) Du côté des statistiques d'établissements (recensements économiques, enquêtes industrielles, ...), la définition même de l'unité statistique de base exclut les activités ambulantes ou celles qui s'exercent à domicile.

"L'unité de recensement est l'établissement... Pour que l'établissement soit considéré objet du recensement, il devra être établi en un lieu permanent, et délimité par des constructions ou installations fixes".

Aussi les responsables du recensement de 1986 eux-mêmes reconnaissent ne pas saisir l'activité informelle (1). Or aucune source alternative ne s'en charge. La mesure de cette lacune peut être mise en évidence par l'analyse comparative de la population active saisie par les recensements économiques et par l'enquête d'emploi urbain. 1976 est la dernière date où les deux séries sont disponibles.

Tableau comparatif de la population active enregistrée dans les recensements économiques et l'enquête emploi

	Population active selon recensements économiques (1976)	Population active selon enquête emploi urbain (1976)	% de sous-enregistrement
Industries	1 677 211	2 143 913	21.77
Commerce	1 118 028	1 446 684	22.71
Services (ajusté)	712 609	1 519 598	53.10

Remarque : Les calculs sur l'industrie ont été menés par le ministère du Travail. La différence entre les deux séries (recensement industriel/enquête emploi) était affectée aux micro-établissements (< 6 personnes).

Source : Dirección General de Empleo, STPS, "Características de la ocupación informal urbana", Mexico, 1985.

(1) "Empadronamiento urbano : resultados preliminares nacionales", INEGI, Censos Económicos, Mexico, 1987, p. 16.

"Le recensement des établissements urbains n'enregistre pas les activités économiques informelles (activités ambulantes, entreprises non déclarées, ...) étant donné que leurs caractéristiques empêchent leur localisation postérieure et qu'il est parfois impossible de les détecter dans la mesure où elles s'exercent dans des lieux non identifiables à partir de la voie publique".

De plus, par la spécificité de sa méthodologie, la comptabilité nationale pâtit du sous-enregistrement des micro-établissements qui résulte des recensements économiques. La méthodologie de base des comptes de production (avant arbitrages) consiste à sélectionner, dans l'univers du recensement d'établissements, les plus grandes entreprises représentant un montant "représentatif" de chaque branche en terme de valeur ajoutée. Puis on déduit la valeur ajoutée annuelle en appliquant le taux de croissance de ces branches (ce sont les enquêtes industrielles, du commerce, de la construction, . . . qui se chargent de la production de ces indices), à l'ensemble de la valeur ajoutée comptabilisée au moment du recensement.

$$VA_i^t = VA_i^0 * I_i^t \text{ avec :}$$

VA_i^t : valeur ajoutée de la branche i, l'année t

VA_i^0 : valeur ajoutée de la branche i, l'année 0 (recensement)

$I_i^t = VA_{i,E}^t / VA_{i,E}^0$: indice de croissance de la VA de la partie enquête mensuelle des E entreprises les plus grandes de la branche i, de l'année 0 à l'année t.

On voit tout de suite les limites d'un tel calcul :

i) comme la valeur ajoutée de base utilisée est celle évaluée au cours du recensement, toutes les limites de l'univers de celui-ci se reportent dans la CN ;

ii) ce mode de calcul fait l'hypothèse forte que l'évolution d'une branche est bien mesurée par celle de ses plus grandes entreprises (qui dans certains secteurs se comptent sur les doigts de la main). Or rien n'est moins sûr. Certaines théories dualistes postulent même le contraire : secteur moderne et secteur informel évolueraient en opposition de phase. On en imagine bien au niveau micro-économique le mécanisme. En période de récession sectorielle du secteur moderne les ouvriers indemnisés se mettent à leur compte, les jeunes entrant sur le marché du travail intègrent de petites unités informelles où la flexibilité est plus grande ; dans le sens inverse, en période de croissance. Or un différentiel non négligeable de taux de croissance entre ces deux segments des unités de production entraîne des erreurs de mesure qui se cumulent à un rythme exponentiel ; d'où de sérieuses distorsions dans les comptes malgré le réajustement quinquennal (1).

(1) D'autant plus que le dernier recensement disponible à ce jour date de 1975. Celui de 1980 a été endommagé par le tremblement de terre de septembre 1985, et celui de 1985 est en cours de saisie.

De plus la comptabilité nationale ne distingue pas dans les comptes l'agent "entrepreneur individuel" qui aurait pu donner une mesure de l'activité économique des "non-salariés". Cette couverture partielle de l'activité économique mexicaine par le système intégré que représentent les comptes nationaux commence à poser de graves problèmes. Si, à première vue, dans une période de stabilité, voire de décroissance lente du secteur informel, sa non-prise en compte n'induisait pas de distorsions en taux de croissance des variables mesurées, son évolution rapide depuis la crise de 1981-1982 tend au contraire à proposer des chiffres de plus en plus erronés.

b) Du côté des statistiques de ménages (recensements de population, enquêtes emploi, enquêtes budget-consommation), on se heurte aux limites intrinsèques de ce type de sources. Si, théoriquement, elles nous permettent de mesurer l'emploi informel (défini suivant des critères ad hoc), on ne possède pas a priori d'informations sur la valeur ajoutée associée, la FBCF et autres variables de comptabilité nationale, qui transformerait le secteur informel en un ensemble économique intégré (au moins au niveau comptable). De plus, les résultats de l'enquête emploi urbain (encuesta nacional de empleo urbano - ENEU) ont cessé d'être disponibles depuis 1979, pour diverses raisons techniques (apurement de fichier, changement conceptuel, fichiers endommagés par le tremblement de terre de 1985, ...). Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on envisage de présenter des résultats détaillés pour les trois années qui viennent de s'écouler. Pour se faire une idée de l'imprécision qui règne dans le domaine de l'emploi, le taux de chômage ouvert (au sens du BIT) peut varier de 5 à 19,7 % suivant les sources que l'on utilise (1). Quant aux recensements décennaux de population qui donnent les bases de sondage pour les enquêtes ménages, le dernier en date (1980) est d'une fiabilité limitée.

(1) Le chiffre de 19,7 % est proposé par Est. GUTIERREZ GARZA "La crisis del estado del bienestar", siglo XXI, Mexico, 1988, p. 161.

Population active non spécifiée dans le recensement de 1980
(pourcentage d'actifs sur lesquels on ne possède pas d'information
suivant différentes caractéristiques)

BRANCHE		PROFESSION		POSITION	
29.1		16.4		21.5	
rural	urbain	rural	urbain	rural	urbain
23.8	31.8	18.6	14.3	21.8	21.4

Source : Marcela Eternod, "Problemas en la medicion de la poblacion economicamente activa", mimeo, note DGE, INEGI.

On se trouve donc au Mexique devant un problème sérieux de mesure statistique. D'un côté la comptabilité nationale enregistre, depuis l'entrée en crise ouverte de 1982, une stagnation (voire une régression certaines années) du PIB. De l'autre les données d'emploi affichent un taux de chômage ouvert stable et faible (entre 3 et 6 % pour la partie urbaine), alors même qu'arrivent sur le marché du travail les enfants de la croissance, qui sont nés à un moment où le taux d'accroissement démographique était au plus haut (plus de 3 % par an), et que les taux d'activité vont croissant. Or, à la conjonction de ces deux phénomènes, on devrait enregistrer une forte chute de la productivité apparente du travail. Pourtant rien de tel n'apparaît dans les séries de la comptabilité nationale.

La comptabilité nationale : la partie émergée de l'économie

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
PIB (\$80) (1) = (2) + (3)	8.8	-0.6	-4.2	3.6	2.6	-4.0	
VA/tête (\$80) (2)	2.5	-0.3	-1.9	1.3	0.3	-2.3	
Personnel rémunéré (3)*	6.3	-0.3	-2.3	2.3	2.3	-1.7	
Taux de chômage urbain	4.5	3.9	3.7	6.2	5.2	4.4	4.3

Sources : Trois premières rubriques : Cuentas Nacionales (taux de croissance annuels moyens); Taux de chômage : 1980-83, ECSO, INEGI ; 1985-86, ENEU, INEGI.

* Le personnel rémunéré qui apparaît dans la comptabilité nationale mexicaine correspond à ceux qui travaillent au minimum 1/3 de la journée de travail ou 15 heures la semaine de référence.

Taux de croissance démographique (1960-1975)
(annuel moyen)

1960-70	1971	1972	1973	1974	1975
3.27	3.34	3.36	3.33	3.26	3.14

Sources : Accroissement démographique : 1960-70 : population active, évaluations/projections, ILO, 1986 ; 1971-75 : proyecciones de Mexico, INEGI/CONAPO, Esta. Vitales.

Force est de constater qu'une part croissante de l'activité économique et de l'emploi afférent échappent au système des comptes nationaux, qui n'estiment en fait que la part émergée de l'économie mexicaine. C'est ce segment, ou une sous-partie de celui-ci, que nous allons tenter de mesurer ici.

II - LE SECTEUR INFORMEL DANS L'ENQUETE EMPLOI : QUELLE DEFINITION ?

Cependant il ne faut pas brosser un tableau catastrophique de l'état des statistiques mexicaines. En particulier l'INEGI dispose d'un instrument d'une richesse informationnelle incomparable (tout spécialement dans l'optique qui nous concerne), mais largement sous-utilisée. Il s'agit de l'enquête emploi urbain (ENEU) déjà mentionnée. Cette enquête auprès des ménages, qui couvre plus de 200 000 personnes par trimestre, repose sur un échantillon représentatif de l'ensemble de la population des 16 bassins d'emploi urbain les plus importants du pays. Parmi ses nombreuses qualités (rigueur de l'échantillonnage, données de panel, enquête permanente, ...), on peut compter celle d'avoir intégré explicitement la problématique du secteur informel dans son champ d'action. A partir d'une batterie de questions, le questionnaire permet de faire le lien entre la population active et certaines caractéristiques productives des unités économiques qui l'emploient. Nous en retiendrons quatre :

- la taille de l'établissement ;
- la branche d'activité ;
- le type de local ;

- le secteur institutionnel d'appartenance.

C'est sur cette dernière variable que nous centrerons notre analyse. La question se présente sous la forme suivante :

Quel est le nom de l'entreprise pour laquelle ... a travaillé la semaine passée ?

(expliquez aux patrons et indépendants qu'il s'agit du nom de sa propre entreprise et non de celle de ses clients)

(classez)

- 1 *Une institution publique, entreprise décentralisée ou parapublique*
- 2 *Une chaîne industrielle, commerciale ou de service de grand capital*
- 3 *Une coopérative, syndicat, association ou corps de métier*
- 4 *Tout autre type d'établissement avec un NOM et/ou qui est ENREGISTRE*
- 5 *Une entreprise qui n'a pas de nom et/ou est NON DECLAREE qu'il dirige comme patron, sous-traitant ou indépendant*
- 6 *Une entreprise qui n'a pas de NOM et/ou est NON DECLAREE et dont il est salarié, au temps, au pourcentage, à la tâche, ou non rémunéré*
- 7 *Ne veut pas dire, Ne sait pas.*

Ce choix résulte de deux types d'arguments.

2.1. Un premier relève de la définition même que l'on peut adopter pour le concept de secteur informel. Nous n'allons pas aborder ici le débat sur les divers contenus donnés au secteur informel, mais on peut distinguer deux grandes tendances :

- dans une perspective que nous qualifierons d'administrativo-légale, est déclaré informel l'ensemble des unités économiques qui ne remplissent pas les conditions d'activité imposées par la loi (d'ordre fiscal, les législations du travail, les normes de qualité des produits, ...). En allant plus loin, on a proposé d'appeler secteur informel toutes les activités non enregistrées, de manière directe et régulière (1) ;

(1) J. CHARMES "Emploi et sous-emploi du secteur non structuré dans les pays en développement. Concept et méthodes d'observation". Bulletin de l'Institut International de Statistique, tome LI, 1985, 22 pages.

- l'autre est fondée sur des critères plus directement économiques, liés aux performances d'activité, pour définir l'établissement ou l'actif informel. Par exemple on repèrera l'établissement informel par un chiffre d'affaire, en deçà d'un certain seuil, par l'absence de financements extérieurs, ou par l'utilisation de techniques obsolètes. L'actif informel, lui, pourra être celui qui gagne moins que le salaire minimum en vigueur, ou encore celui dont le statut dans l'entreprise n'est pas défini par une relation salariale.

Or le secteur institutionnel saisi ci-dessus permet de conjuguer ces deux dimensions. En croisant l'origine de la propriété du capital (public, privé "capitaliste", familial) et la position face à la légalité (enregistré ou non), on distingue de la sorte quatre grands secteurs :

- | | |
|--|--------|
| - le secteur public | (SP) |
| - les grandes entreprises du secteur privé | (GE) |
| - les PME légales | (PME) |
| - le secteur non enregistré, familial et hors normes | (SNE). |

Le secteur des coopératives (le fameux secteur social mexicain) apparaît quantitativement trop marginal pour qu'on le retienne dans la suite. L'analyse des caractéristiques de localisation du SNE montre qu'en fait, derrière la définition qui se base sur le lien à l'Etat, se cache ce qu'il est convenu d'appeler le secteur non structuré non localisé (travail à domicile des femmes dans le textile et la confection, tâcherons du bâtiment, travailleurs et marchands ambulants, etc.). Selon J. CHARMES (1), ils représenteraient plus de la moitié du secteur non structuré au sens large en Tunisie.

(1) J. CHARMES "L'évaluation du secteur non structuré. Méthodes, résultats, analyse. L'exemple de la Tunisie", note AMIRA n° 37, Paris, 1982, 210 p.

Qui sont les actifs du SNE ?
(sur l'aire métropolitaine de Mexico)

Type de local	%	Taille de l'étab.	%	Position	%
Domicile	64.76	1 personne	38.30	Patrons	3.82
Installation improvisée dans la rue, ambulante	15.63	2 personnes	28.30	Compte propre	44.17
Postes fixes dans la rue, marché "aux puces"	6.67	3-6 personnes	25.28	Salariés au temps	36.88
Champs, services servis sur véhicules, taxis, ...	6.54	6 personnes	8.12	Salariés à la pièce	6.01
Autres	6.40			Aides familiaux	8.99
Total	100		100		100

Source : ENEU 1987.

En fait ce segment du secteur informel porte en lui une cohérence qui dépasse le cadre statistique. En effet, il nous semble qu'au sein de l'économie souterraine (en excluant d'emblée les activités criminelles) on peut distinguer deux composantes fondamentalement hétérogènes. Une première résulte en partie du sous-développement de l'Etat des pays en développement. C'est bien parce que l'Etat est physiquement absent que la protection sociale et la couverture du risque de chômage sont imparfaites (c'est un euphémisme), et qu'ainsi un certain nombre de personnes se trouvant sans ressources pour survivre exercent en marge de la légalité. Le second type, lui, est plutôt la conséquence de dysfonctionnements introduits par l'Etat surdéveloppé. Dans ce cas, c'est la lourdeur des impôts et des cotisations sociales, les pesanteurs des procédés de régularisation et la corruption qui entraînent l'immersion, cette fois calculée et volontaire (1). Non seulement ces deux populations ne se ressemblent pas, mais les instruments pour les observer ne peuvent résolument pas être les mêmes. Il serait vain de vouloir appréhender la valeur ajoutée des entreprises "opportunistes" (surtout lorsqu'on sait que l'évasion fiscale, les fausses factures et la double comptabilité sont un sport national au Mexique), par des méthodes directes. La méthodologie à employer relève plutôt de l'audit fiscal que de la

(1) V.M. NAVARRETE, Fr. ROUBAUD, op. cit.

simple question sur le chiffre d'affaire et les coûts. D'où la faillite à notre avis des méthodes macro-économiques et monétaires dans les pays en développement pour mesurer l'économie souterraine, où les variations de taux d'imposition et d'intérêt jouent un rôle majeur (1). Chacune des deux composantes n'est pas souterraine pour les mêmes causes. Elles le seraient même pour des raisons contradictoires.

Or c'est à n'en pas douter au premier groupe qu'appartiennent les actifs du SNE. On peut le savoir d'abord par leur morphologie professionnelle ; ils partagent le plus souvent des conditions d'activité précaires. Mais aussi par leurs réactions face à la question des revenus. Nous avons mené une étude détaillée sur le comportement de non-réponse à cette question. Pour résumer, on peut dire que la propension à ne pas déclarer ses revenus est plus faible dans le SNE que dans tous les autres secteurs ; en particulier inférieure à celle enregistrée dans le secteur public.

Taux de non-réponse par secteur institutionnel*

Sect. Publ.	Grand. Entrepr.	PME	SNE	Total
6.81	7.03	6.97	4.51	6.46

* On n'a considéré que les actifs percevant un revenu.

Ce résultat est d'autant plus remarquable que les études de fiabilité ont montré que c'est chez les salariés que les taux sont les plus faibles ("les salariés n'ont rien à cacher"), alors qu'ils ne représentent qu'une minorité dans le SNE. D'ailleurs sur les non-réponses s'opposent le SNE et les PME, indice dans lequel on veut voir une confirmation de la division en deux groupes des informels. Au Mexique la non-réponse et par extension la sous-déclaration des ressources affectent en priorité les mêmes catégories professionnelles qu'en France (par exemple professions libérales, indépendants, commerçants, . . .), mais le fait d'appartenir au SNE introduit une influence à la baisse. De plus on peut affecter une partie des non-déclarants du SNE au fait qu'ils se trouvent plus démunis (culturellement) face à une question nécessitant un minimum de connaissance du revenu net perçu. Car c'est aussi dans le SNE que les variations du revenu sont les plus fortes, et de ce fait

(1) V.M. NAVARRETE, Fr. ROUBAUD, op. cit.

apportent une incertitude sur son montant global. On peut donc estimer que la non-déclaration reste un phénomène marginal, et moins répandu dans le SNE que dans le reste de l'économie. Par voie de conséquence, puisque sous-déclaration et non-déclaration ont la même signification sociale (les propensions à refuser de répondre ou à minimiser ses revenus varient de concert suivant les groupes sociaux), on peut faire l'hypothèse que les erreurs de mesure sur les revenus sont relativement peu différentes suivant les secteurs.

Facteurs déterminants de non-réponse sur les revenus (modèle logit)

	Signe et significativité des coefficients
SECTEUR INSTITUTIONNEL	
1. Secteur public	◇
2. Grandes entreprises	◇
3. PME	+
4. SNE	0
5. Autres	◇
TYPE DE LOCAL	
1. Champs	+++
2. Domicile	0
3. Cabinet	◇
4. Ambulants	--
5. Etablissements moyens et grands	--
6. Taxis, collectifs	---
7. Petits ateliers	-
8. Epiceries, bars	---
9. Postes fixes dans la rue, "puces"	--
10. Autres	--
TAILLE ETABLISSEMENT	
1. 1 personne	--
2. 2 personnes	0
3. 3-6 personnes	◇
4. 7-11 personnes	◇
5. 12-16 personnes	++
6. 17-51 personnes	+
7. 52-101 personnes	+++
8. 102-251 personnes	++
9. 252 personnes	+++
10. NS	+++
SEXE	
1. Femme	0
2. Homme	+++
... / ...	

	Signe et significativité des coefficients
AGE	
1. 12-18 ans	---
2. 19-22 ans	---
3. 23-25 ans	◇
4. 26-29 ans	0
5. 30-34 ans	◇
6. 35-39 ans	+++
7. 40-44 ans	◇
8. 45-49 ans	+
9. 50-59 ans	+++
10. = 60 ans	◇
SCOLARITE	
1. Pas d'études	----
2. Primaire incomplet	----
3. Primaire achevé	----
4. 1 cycle incomplet	----
5. 1 cycle achevé	0
6. 2 cycles	-
7. 1 an études professionnelles	◇
8. 2-3 études professionnelles	◇
9. Etudes supérieures	◇
CONSTANTE	---

Légende :

- + modalité affectant positivement le taux de non-réponse et significatif au seuil 10 %
- ++ idem, et significatif au seuil 5 %
- +++ idem, et significatif au seuil 1 %
- } mêmes seuils de significativité que ci-dessus, mais affectant négativement le taux
- } de non-réponses
- }
- ◇ pas d'effet significativement différent de 0
- 0 modalité de référence.

Ici, il s'agit d'un actif du SNE, de sexe féminin, travaillant à domicile dans une unité de deux personnes, salarié, ayant effectué son 1er cycle secondaire, entre 25 et 30 ans.

2.2. Le second argument qui nous a amené à choisir la variable secteur institutionnel pour fonder les catégories qui nous permettront d'exhiber notre secteur non enregistré (que l'on pourra assimiler au secteur non structuré, non localisé, vu ses caractéristiques) relève de l'analyse empirique des données. Le secteur institutionnel représente en quelque sorte un

indicateur synthétique de ce que l'on pourrait appeler les caractéristiques physiques d'activité. Ainsi la partition SNE/Reste de l'économie, dont la ligne de rupture est avant tout d'ordre légal, est parfaitement reproduite par une analyse discriminante portant sur un ensemble de descripteurs, à la fois de l'établissement d'activité (taille, branche, type de local), mais aussi différenciant les individus au sein de l'entreprise (position dans le travail, modalité de paiement).

Pour finir, notons que le SNE porte en lui aussi une cohérence interne en termes de performances d'activité. Le même type d'analyse que précédemment a été mené cette fois sur un ensemble de variables constitutif du revenu (direct et monétaire, mais aussi indirect et prestations). Encore une fois le SNE est bien isolé du reste de l'économie, même s'il existe un certain nombre d'actifs des PME (essentiellement les aides familiaux) qui présentent formellement les mêmes profils de performances (ici pas de revenus ni de prestations).

Le SNE repéré par les caractéristiques (amont)
et les performances d'activité (aval)

% de bien classés à partir de l'analyse discriminante sur les caractéristiques			% de bien classés à partir de l'analyse discriminante sur les performances		
réel \ estimé	SNE	Reste	réel \ estimé	SNE	Reste
SNE	95.97	4.03	SNE	85.30	14.70
Reste	4.65	95.35	Reste	25.78	74.22

N.B. : L'analyse discriminante tente d'identifier les actifs pour voir s'ils appartiennent ou non au SNE, à partir des seules caractéristiques d'activité ou des performances. On lira donc la 1ère ligne du 1er tableau : 95,97 % des actifs du SNE ont été bien classés par l'analyse.

Donc, eu égard à son double aspect (contenu économique riche de la définition statistique, forte présomption de non-prise en compte dans les comptes nationaux), il vaut la peine de s'arrêter sur le SNE et de mesurer la part de richesse qu'on peut lui imputer. Il reste maintenant à détailler la question des revenus, et la façon dont elle est abordée dans l'enquête, puisque c'est sur elle que nous allons fonder tous nos calculs. Ce thème, d'une redoutable sensibilité, doit être manié avec d'infinies précautions. Et encore une fois on doit

s'incliner devant l'intelligence de sa formulation dans l'ENEU. L'enquête emploi mexicaine va bien au-delà de son équivalent français, dans ce domaine. Elle saisit en effet tous les types de revenus avec leur montant. Rappelons que les différentes refontes du questionnaire depuis 10 ans sont en partie motivées par le désir d'amélioration de la qualité des réponses et de la baisse du taux de non-déclarants (1). Nous relèverons les deux aspects les plus novateurs.

D'abord, et pour la quantification des revenus, le module s'adapte aux rythmes différenciés de perception (sur diverses bases temporelles, à la pièce, au pourcentage, . . .), et permet à ceux qui ne reçoivent pas leurs revenus à période fixe de s'insérer dans le cadre de la question. Chacun est libre de déclarer la période de référence qui lui semble la mieux adaptée à son cas personnel. La péréquation finale, afin d'obtenir un résultat mensuel, revient à l'enquêteur. Cette flexibilité s'avère d'une absolue nécessité dans le cadre du SNE, vu l'extrême diversité des modalités de paiement, et la variabilité de son montant. Cette formulation ressemble singulièrement à celles proposées par les enquêtes spécifiques sur le secteur informel en Afrique. En particulier on peut se référer aux avancées méthodologiques conduites par J. CHARMES (2).

Le second point saillant de la batterie de questions sur les revenus est la "procédure de récupération". En effet, à ceux qui n'auraient pas répondu le montant monétaire de leurs émoluments, on propose de se situer par tranches de revenus, dans une grille de multiples du salaire minimum. Le nombre de classes est très détaillé pour les faibles revenus, qui nous intéressent au premier chef. Cette séquence de rattrapage permet de faire tomber le taux de non-réponse de 6.46 % à 2.16 %, soit un chiffre équivalent à celui obtenu pour la France dans l'enquête emploi, sur les seules classes de salaire. Cette source devrait se révéler une base d'information de première importance pour les travaux économiques à venir au Mexique.

(1) Note interne INEGI sur l'historique des enquêtes emploi et la présentation de l'ENEU 1985. Mimeo, 1986.

(2) J. CHARMES, note AMIRA, op. cit.

III - MESURE DE LA VALEUR AJOUTEE DU SECTEUR NON ENREGISTRE

Au-delà de la population active et des revenus distribués, un des enjeux majeurs du secteur non enregistré est bien l'évaluation de son poids en termes de contribution à la valeur ajoutée. Il est en effet impossible de rêver à une quelconque analyse économique spécifique, voire à une intégration dans le système des comptes nationaux, si la mesure du circuit économique (demande, revenus, production) dans lequel il s'insère n'est pas bouclée. Or c'est bien par manque d'informations sur la production (et par voie de conséquence sur la productivité, l'accumulation, . . .) que les modèles macro-économiques introduisant le secteur informel (Wharton, Cide) n'en font qu'une sous-partie résiduelle, voire décorative. A l'emploi informel (différence entre les projections exogènes de croissance démographique et des taux d'activité, et l'emploi enregistré par la comptabilité nationale), privé de dynamique propre, ne correspond aucune production informelle. Il reste donc que le secteur informel, entendu comme un ensemble d'activités économiques, intégrées ou non, articulées ou non au "secteur moderne" (disons officiel), n'existe pas aujourd'hui comme objet d'analyse constitué.

C'est dans cette direction que nous aimerions apporter quelques résultats, dans la mesure où ce thème est des plus controversé au Mexique. Cependant loin de nous l'idée de vouloir redresser à nous seul l'ensemble des comptes nationaux mexicains. Cette oeuvre titanesque a pris plus de cinq ans aux Italiens, avec une solide équipe de professionnels attelés à plein temps à cette question. Nous nous contenterons de proposer quelques estimations de la valeur ajoutée associée au SNE.

Le problème évident, posé par la quantification de la valeur ajoutée du SNE en utilisant l'enquête emploi, vient du manque de concepts communs nous permettant d'assurer la liaison entre les deux sources (enquête emploi/comptabilité nationale). D'un côté nous disposons d'informations sur les revenus à partir de l'unité statistique ménage ; de l'autre nous avons les différents comptes de branche, qui se réduisent dans le cas mexicain aux comptes de production et d'exploitation (on ne trouve ni compte de revenu, ni compte de capital, ni compte financier). On peut donc identifier deux butoirs à surmonter, dus aux désajustements des sources et des concepts employés :

- comment retrouver la valeur ajoutée du SNE dans l'enquête emploi ?

- comment lier cette valeur ajoutée à celle enregistrée par la comptabilité nationale ?

Nous répondrons successivement aux deux questions pour aboutir à une estimation du ratio $VA_{sne}/VA_{officielle}$.

1. Valeur ajoutée du SNE et enquête emploi

L'avantage du SNE est la relative simplicité de ses comptes. Nous le traiterons comme s'il s'agissait d'une branche à part entière et même, pour évoquer plus précisément l'ensemble des opérations que ce secteur est susceptible d'effectuer, nous nous servirons de la structure des comptes du "secteur institutionnel des sociétés et quasi-sociétés non financières" telle qu'elle apparaît dans le cadre du système français de comptabilité nationale.

En ce qui concerne le compte de production, il n'y a pas de changement avec celui de n'importe quelle autre branche. Par contre, au niveau du compte d'exploitation apparaît une première simplification. Les postes subvention d'exploitation, cotisations sociales et impôts liés à la production sont inexistantes ou négligeables par définition même du SNE. En effet les unités non enregistrées ne peuvent ni recevoir de subventions, ni être affiliées aux organismes de sécurité sociale, ni payer des impôts. Pour les autres (unités sans nom), l'enquête pilote nous a montré que les subventions sont exclues, les cotisations sociales rarement présentes, ne serait-ce que parce que l'emploi salarié y est minoritaire, et les impôts indirects peu payés (1). De plus, il est possible de se faire une idée précise des liens entre SNE et sécurité sociale, puisque l'information nous est directement donnée dans l'enquête. Dans l'aire métropolitaine de Mexico, seul 1.32 % de la population active du SNE est affiliée à l'IMSS (Instituto Mexicano de Seguro Social). Finalement le compte d'exploitation du SNE se résume à l'équation suivante :

$$VA = MS + EBE$$

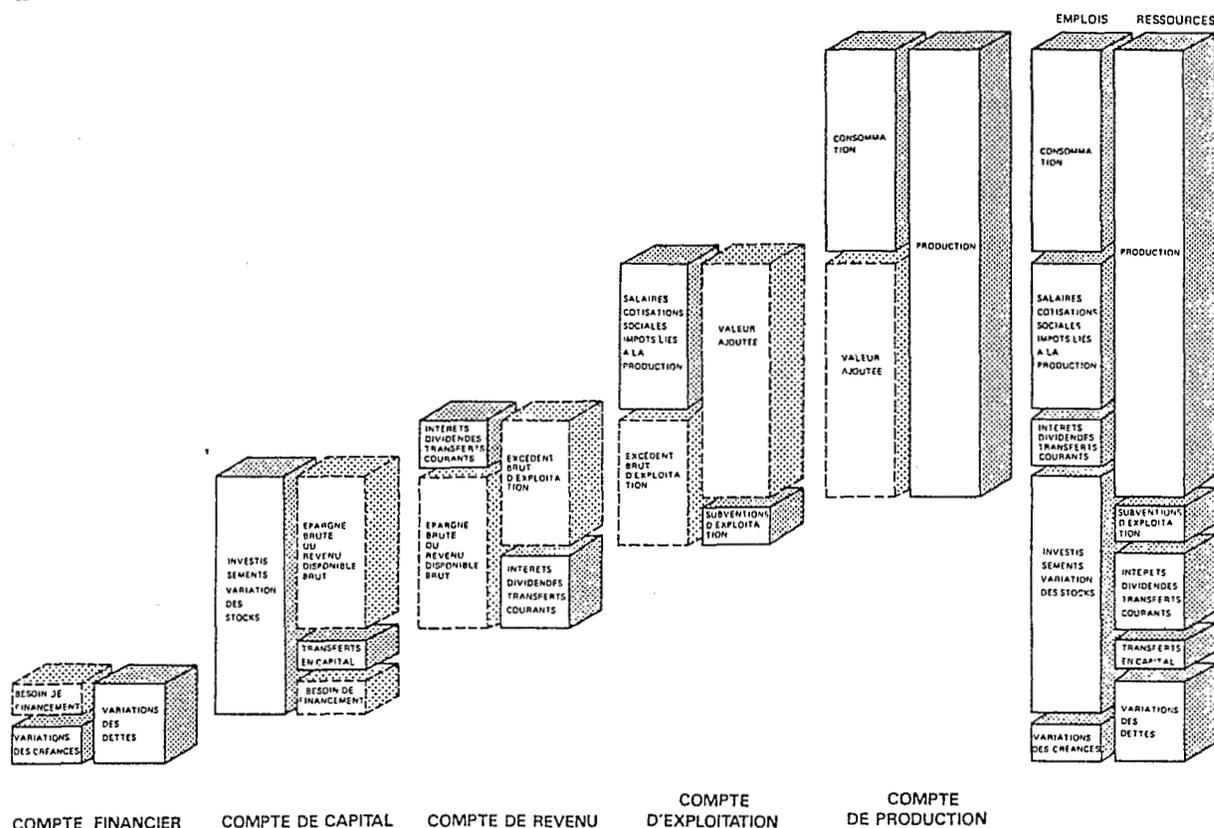
où MS : masse salariale

EBE : excédent brut d'exploitation

VA : valeur ajoutée.

(1) Encuesta piloto sobre micro negocios, metodología y resultados, INEGI, Mexico, 1988.

COMPTE D'UNE SOCIETE



Source : B. BRUNHES

"Présentation de la comptabilité nationale française", Collections de l'INSEE, série C, n° 51, Paris, décembre 1976.

N.B. : Les comptes nationaux mexicains suivent le SCN. En fait, les comptes de branches donnent uniquement un compte de production, qui rassemble l'information des comptes de production et d'exploitation français. Mais ce schéma permet d'illustrer le raisonnement.

La masse salariale du SNE nous est directement donnée par l'enquête. Reste l'excédent brut d'exploitation. Si l'on passe au compte de revenu (qui, rappelons-le, n'existe pas dans la comptabilité nationale mexicaine), on va pouvoir affiner le contenu de l'EBE. Encore une fois les caractéristiques du SNE nous permettent de simplifier son compte de revenu. Le recours aux marchés financiers, ou ne serait-ce qu'à l'intermédiation financière à travers des prêts bancaires, apparaît négligeable pour l'ensemble des unités (cf. enquête pilote). Donc les divers intérêts, dividendes et autres transferts courants versés ou perçus disparaissent et le compte de revenu du SNE se réduit à :

$$EBE = RDB$$

où EBE : excédent brut d'exploitation

RDB : revenu disponible brut.

Maintenant, quels sont les rapports entre le RDB de la comptabilité nationale et les revenus non salariaux tirés du SNE et obtenus par l'enquête. Le manuel de l'enquêteur précise bien que, dans le cas des entrepreneurs individuels, les revenus enregistrés doivent l'être nets, c'est-à-dire en déduisant du revenu brut les matières premières, la réparation des outils, l'achat de machines, le paiement du local, des services de base, de la publicité, des impôts, de la rémunération des employés. En particulier ne sont pas inclus les investissements effectués dans l'entreprise. Donc entre le revenu net déclaré par l'entrepreneur individuel dans l'enquête et le RDB de la comptabilité nationale, c'est la formation brute de capital fixe qui assure le solde. On a :

$$RDB = RDN + FBCF$$

où RDB : revenu disponible brut

RDN : revenu net saisi

FBCF : formation brute de capital fixe.

Cependant l'enquête ne nous fournit aucune source d'information sur l'investissement. Ni aucune des statistiques que produit l'INEGI. Aussi dans un premier temps nous négligerons ce poste pour nos calculs, et nous estimerons la valeur ajoutée du SNE par la somme des revenus distribués dans ce secteur. Les chiffres proposés devront être considérés comme des limites inférieures imputables au SNE. Puis dans un second temps, à partir d'hypothèses appropriées basées sur les recensements économiques nous redresserons les résultats antérieurs du taux d'investissement.

2. Interface secteur non enregistré/comptes nationaux

Nous disposons donc d'une estimation de la valeur ajoutée du SNE à partir de l'enquête. On pourrait, en utilisant les coefficients d'expansion, obtenir une valeur ajoutée du SNE urbain national et la rapporter à la valeur ajoutée officielle. Cependant la marge d'erreur augmenterait considérablement car :

- ces coefficients sont basés sur le recensement de population de 1980, qui fut de très mauvaise qualité (la part des non-spécifiés pouvant atteindre jusqu'à 20 % de la population active) ;

- ces coefficients datent d'il y a 7 ans, et sont donc susceptibles d'obsolescence.

Donc, plutôt que de passer par le calcul de la VA absolue du SNE, nous ne nous intéresserons qu'à la part qu'elle représente au regard de la VA officielle. L'idée est d'introduire un maillon supplémentaire commun à la fois à l'ENEU et à la comptabilité nationale. Ce maillon doit être conceptuellement identique mais aussi empiriquement bien mesuré dans les deux sources. Nous choisirons la masse salariale d'un secteur hautement capitalistique et concentré, spécifiquement urbain, où à la fois la propension au non-enregistrement d'unités statistiques et le sous-enregistrement des variables mesurées sur les unités prises en compte sont négligeables. Les salaires versés par les administrations publiques eurent pu constituer le meilleur point de référence. Cependant les comptes nationaux mexicains n'isolent pas le secteur public comme une branche en soi. Compte tenu des différences de nomenclatures entre l'ENEU et la comptabilité nationale et des impératifs techniques ci-dessus mentionnés, nous avons retenu la "Gran Division 8" des services financiers, d'assurance et immobiliers.

Les 9 grands secteurs d'activité de la CN mexicaine
et le choix d'un secteur de référence

	A	B	C
1. Agriculture, Sylviculture et Pêche	x	x	
2. Mines	x		
3. Industrie manufacturière			x
4. Construction			x
5. Electricité, gaz et eau		x	
6. Commerce, restaurants et hôtels			x
7. Transport, communications		x	x
<u>8. Services financiers, d'assurance et immobiliers</u>			
9. Services communaux, sociaux et personnels			x

Différents motifs de non-sélection :

- A : secteur non spécifiquement urbain
- B : non-adéquation des nomenclatures
- C : existence de poches d'informalité.

Finalement nous estimerons la valeur ajoutée du SNE à partir de la formule suivante :

$$\frac{VA_{sne}}{VA_{off}} = \frac{VA_{sne}}{MS_x} * \frac{MS_x}{VA_{off}}$$

et

$$\frac{VA_{sne}}{MS_x} = \frac{VA_{sne}^{eneu}}{MS_x^{eneu}} \quad (\text{à un intervalle de confiance près})$$

avec x : secteur de référence

d'où :

$$\frac{VA_{sne}}{VA_{off}} = \frac{VA_{sne}^{eneu}}{MS_x^{eneu}} * \frac{MS_x}{VA_{off}}$$

3. Les résultats

3.1. Rapport VA_{sne}/VA_{off} au niveau global

D'abord, au niveau global, la valeur ajoutée produite par le SNE urbain des 16 plus grandes villes mexicaines représente 6.75 % du PIB de 1987. Si l'on exclut du PIB les secteurs où par définition le SNE urbain ne peut exister (c'est-à-dire hors agriculture et administrations publiques) la part monte à 7.80 %. Bien sûr, en comparaison de la part de la population active employée dans le SNE, l'ordre de grandeur proposé pour la valeur ajoutée est trois fois moindre (ce qui nous donne une mesure de la différence de productivité apparente du travail entre les deux secteurs de l'économie), mais elle n'en est pas pour autant négligeable. Lorsque l'on compare cette contribution à celle des autres grands secteurs, elle est du même ordre que celle des transports et communications, ou encore des services financiers, et supérieure aux secteurs électricité, gaz et eau, mines ou même construction.

3.2. Structure par secteur de la valeur ajoutée et de la population active, officielles et du SNE

La distribution comparée des deux structures de PIB, officiel et résultant du SNE, montre que ce dernier est largement concentré dans deux secteurs de prédilection : les commerces et restaurants, et les services aux ménages. A eux seuls ils rassemblent 69 % de la valeur ajoutée produite dans le SNE (resp. 43.2 % pour le secteur officiel). Nous allons

analyser en détail ces spécificités du SNE. Ce que l'on peut souligner déjà, c'est la faible part jouée par l'industrie de transformation qui représente à peine un dixième du SNE, alors qu'elle en occupe un quart dans l'économie officielle. Peut-être l'hypothèse faite de nullité de l'investissement joue-t-elle différenciellement suivant les branches (d'ailleurs, peut-être plus que suivant les branches, le taux d'investissement doit varier en fonction de l'importance des coûts d'entrée dans le SNE), et tend à minimiser la part des manufactures. Cependant un tel biais ne pourrait jouer qu'à la marge (vu la faiblesse du taux d'investissement du SNE tout entier d'une part, et de la réduction des écarts probables entre les branches d'autre part), sans remettre en cause les ordres de grandeur.

Répartition par secteurs d'activité du PIB officiel, de la VA du SNE, de la population active officielle et de la population active du SNE

Secteurs	VA officielle %	VA SNE %	Pop. act. off. %	Pop. act. SNE %
Agriculture	9.4	2.7	27.5	3.6
Mines	3.7	0	1.2	0
Manufactures	24.6	9.7	11.	11.3
Construction	4.2	11.9	8.7	11.6
Electricité	1.2	0	0.5	0
Commerce, Restaurants	26.7	34.6	14.4	26.4
Transports, Communications	7.1	6.3	4.8	4.1
Services financiers	7.9	0.5	2.2	*
Services communaux sociaux et personnels	16.5	34.3	29.7	42.8
Total	100	100	100	100

Rem. Attention : les productivités apparentes que l'on pourrait tirer de ce tableau sont biaisées, puisque la population active officielle ne retient que le personnel rémunéré alors que la population active du SNE prend tout le monde en compte. De plus les chiffres officiels recouvrent l'ensemble du territoire national, alors que ceux du SNE, calculés à partir de l'ENEU, ne valent que pour les zones urbaines.

3.3. Le rapport VA_{sne}/VA_{off} par secteurs d'activité

On peut aussi tenter d'estimer le rapport VA_{sne}/VA_{off} par grands secteurs d'activité. On verra ainsi si le SNE est uniformément réparti ou s'il se concentre en certains lieux de

l'appareil productif, que l'on identifiera. On pourra aussi voir dans quelle mesure le lien entre secteur moderne et secteur informel est une relation de complémentarité ou de substituabilité sur les marchés. A priori, et au niveau des 9 grandes divisions de la comptabilité nationale, certaines doivent être éliminées vu la faible participation du SNE au secteur (services financiers, communication, électricité), ou leur faible représentativité à l'échelle urbaine (agriculture ou mines). Finalement nous calculerons la VA sectorielle pour les trois grandes divisions suivantes :

- industrie manufacturière ;
- construction ;
- commerce, restaurants et hôtels.

La dernière grande division (services communaux, sociaux et personnels) a un statut particulier puisqu'elle mêle à la fois les administrations publiques et les services aux personnes où le SNE est très présent. Mais les comptes de production n'étant pas élaborés à un niveau désagrégé, nous n'irons pas dans un premier temps à un niveau plus fin de détail.

Nous avons effectué deux séries d'estimation :

- une première en utilisant la décomposition par grande division suivant l'égalité :

$$\frac{VA_{sne}^i}{VA_{off}^i} = \frac{VA_{sne, eneu}^i}{MS_{tot-sne, eneu}^i} * \frac{MS_{tot, cn}^i}{VA_{off, cn}^i}$$

Cette méthode présuppose que la masse salariale sectorielle contenue dans la comptabilité nationale est équivalente à celle qui résulte de la déclaration des revenus salariaux, et non issue du SNE, de l'ENEU. Cependant deux raisons peuvent introduire des distorsions dans cette égalité :

- i) les revenus salariaux liés aux PME, plus ou moins bien saisis ;
- ii) le degré variable d'urbanisation du secteur.

- nous avons donc procédé à une seconde estimation qui pallie ces incertitudes en choisissant comme référent la masse salariale non imputable au SNE de la grande division services financiers, suivant l'équation :

$$\frac{VA_{sne}^i}{VA_{off}^i} = \frac{VA_{sne, eneu}^i}{MS_{tot-sne, eneu}^x} * \frac{MS_{tot, cn}^x}{VA_{off, cn}^i}$$

Rapport entre la VA officielle et la VA du SNE pour trois secteurs

	Industries	Construction	Comm., Restaur., Hôtels
A partir de la masse salariale sectorielle	2.31	50.08	8.00
A partir de la masse salariale des services financiers	3.53	21.71	9.48

Les évaluations obtenues sont relativement stables dans le cas de l'industrie de transformation et des commerces, restaurants, hôtels (resp. 2.5-3.5 % et 8-9 %). Mais on observe une variation du simple au double pour la construction (de 25 à 50 %). On peut expliquer ce phénomène par la méthodologie spécifique du compte de production du secteur de la construction pour lequel la masse salariale sectorielle estimée par l'ENEU ne correspond pas à celle mesurée par les comptes nationaux. Une partie des revenus salariaux de la construction déclarés SNE dans l'ENEU serait en fait incluse dans les comptes nationaux. La seconde méthode permet d'atténuer ce biais et nous paraît plus fiable.

3.4. Le rapport VA_{sne}/VA_{off} par sous-secteurs d'activité

Allons plus loin dans le degré de désagrégation des grandes divisions pour identifier les groupes et sous-groupes les plus orientés vers le SNE, en terme de VA. Cette fois nous serons contraints d'utiliser la seconde méthode, puisque les comptes de production par groupes et sous-groupes ne sont pas élaborés au Mexique. Par contre on connaît la part de PIB correspondant à chaque sous-secteur à l'intérieur de chaque grande division. Les derniers chiffres disponibles datent de 1985. Ceci introduit un biais dans notre estimation, puisque les autres données issues de l'ENEU correspondent à 1987. Cependant nous avons des raisons de penser qu'il est assez faible, car nous raisonnons en structure. En effet la

part d'un sous-secteur dans le PIB sectoriel n'évolue que très lentement, s'il est suffisamment agrégé. Les séries que nous construirons se rapporteront aux manufactures, décomposées en 8 groupes d'industries suivant la nomenclature mexicaine, à la grande division 6 où l'on distinguera les commerces des restaurants et hôtels, et enfin les services où l'on isolera les "autres services", c'est-à-dire la réparation, les services de nettoyage et domestiques.

Valeur ajoutée du SNE par sous-secteur d'activité

	$\frac{VA^{i,j}}{VA^i}$	$\frac{VA^{i,j}_{sne}}{VA^{i,j}}$
<u>Grande Division 3 : MANUFACTURES</u>		
IAA	27.7	1.4
Textiles, cuirs et bois	16.7	12.2
Imprimerie	5.9	1.0
Chimiques et dérivés du pétrole	17.9	0.6
Minéraux non métalliques	6.9	3.3
Industries métalliques de base	5.8	◇
Machines, équipement	16.6	2.8
Autres industries	2.5	8.4
Total Industrie	100	3.5
<u>Grande Division 6 :</u>		
Commerce	89.8	8.3
Restaurants, Hôtels	10.2	19.9
Total Commerces, Restaurants	100	9.5
<u>Grande Division 9 : Services communaux, sociaux, personnels</u>		
Autres services (réparation, nettoyage, services domestiques)	22.3	40.8

Rem. i : indice de la grande division
j : indice du sous-secteur.

Evidemment on retrouve les branches déjà identifiées comme foyers d'informalité par d'autres travaux (1), avec les industries de biens de consommation (textiles, cuirs et bois, autres industries, resp. 12.2 et 8.4 % de la VA produite), les restaurants et les commerces (resp. 19.9 et 8.3 %) et les services aux personnes (40.8 %). La part négligeable exercée par le SNE dans les industries agro-alimentaires (1.4 %) est en partie due au problème des nomenclatures. En effet, les petits vendeurs de rue qui transforment des matières premières ("antojitos mexicanos", confection de gâteaux et sandwiches, jus de fruit, . . .), seront classés soit dans le commerce, soit dans la branche restaurant bien que leur activité implique une réelle transformation des produits de base. On choisit donc de les classer en aval (au moment de l'introduction sur le marché, de la vente) plutôt qu'en amont (au moment de la transformation des produits de base). Cette inadéquation des nomenclatures usuelles pour les activités du SNE, qui résultent de la non-division des processus productifs des activités artisanales, tend à minimiser l'importance de celles-ci dans le secteur manufacturier. Ainsi, si le classement des petits vendeurs (et faiseurs) de nourriture hors de l'industrie n'est pas trop problématique, puisqu'il existe une branche adéquate pour les recevoir (restaurants et hôtels), la question est plus difficile à régler dans le cas des industries textiles, du cuir ou du bois. Comment classer l'indépendant qui fabrique des chaussures à domicile puis les vend dans un "tianguis" (sorte de marché aux puces), par exemple ? La question n'est pas dénuée d'importance, puisque le diagnostic final porté sur le SNE dépendra en partie de sa répartition sectorielle, entre activités dite "productives", dont les manufactures représentent la quintessence, et les autres.

La décomposition par sous-secteur d'activité laisse apparaître un autre problème de nomenclature. La part importante jouée par le SNE dans le résidu formé par la classe "autres industries" dénote l'hétérogénéité (l'hétérodoxie) des activités du secteur non enregistré, qui fait feu de tout bois. Encore une fois, c'est un indice de la "non-normalité" des processus productifs dans le SNE, et par voie de conséquence la difficulté à intégrer ces activités dans des nomenclatures établies pour des types standards. Dans le cas des manufactures, les industries artisanales sont spécifiques sous un double aspect :

(1) Fr. GINER de los RIOS "Very small industrial enterprises in Mexico : stagnation, disappearance and growth", thèse, mimeo, Mexico, 1986, 164 p.
E. JACOBS y J. MATTAR "La industria pequena y mediana en Mexico", *Economía mexicana* n° 7, CIDE, 1985, p. 43.

- elles reflètent une extrême spécialisation sur un type de produit (voire un seul produit), due en particulier à la taille réduite de l'échelle de production qui empêche la diversification ;

- mais celle-ci est à coupler à une intégration maximale sur ce produit, ou de façon équivalente à la très faible division du travail. L'individu part de l'achat de la matière brute et va jusqu'à la vente du produit transformé.

3.5. Composition de la main-d'oeuvre et de la valeur ajoutée du SNE

On a longtemps considéré que le salariat ne pouvait pas exister dans le secteur informel. Les premières définitions du PREALC (révisées depuis), basées sur le statut dans le processus productif, excluaient les salariés. Ils ne retenaient que certains indépendants (non liés à des services qualifiés comme professions libérales) et leur personnel non rémunéré (aides familiaux ou apprentis). Cette exclusion a priori se justifiait par l'idée qu'on se faisait du secteur informel, sous-tendue par une conceptualisation strictement dualiste de l'économie urbaine des pays en voie de développement. Puisque la relation salariale était la norme assurant le lien entre travail et capital, voire l'essence même du capitalisme, elle ne pouvait donc exister dans un secteur représentant l'image inverse du dit secteur moderne, ou formel. Bien sûr, les définitions empiriques se basant sur la taille de l'établissement (plus ou moins de x personnes employées) n'induisaient pas mécaniquement la mise hors jeu de la dimension salariée du secteur informel. Souvent cependant, faute de ventilation appropriée dans les sources utilisées, on en minimisait l'importance, en l'assimilant aux apprentis.

Or cette position n'est plus tenable. Par son poids et sa spécificité, il est aujourd'hui possible et nécessaire de parler de segment salarié à l'intérieur du secteur informel. D'abord la masse salariale du secteur non enregistré mexicain urbain représente en 1987 25 % des revenus distribués dans ce secteur, et par extension 25 % de la valeur ajoutée produite. Encore n'avons-nous considéré que la relation salariale générique du capitalisme monopoliste (ou de la régulation fordiste), à savoir celle qui est associée à une forme de rémunération au temps (mois, semaine, journée). Cette restriction fait entrer dans la catégorie des non-salariés (au niveau de la population active), ou dans celle de l'EBE des entrepreneurs individuels (au niveau du partage salaire/profit), les salariés à la tâche, au pourcentage ou à la commission. Or sur la ville de Mexico, ils représentent 6 % de l'ensemble des actifs du SNE, et 14 % des salariés. Donc les salariés retenus se trouvent

dans les mêmes conditions théoriques de forme de rémunération que l'immense majorité de leurs homologues du secteur des grandes entreprises privées ou encore du secteur public. A la différence près que, dans la plupart des cas, la relation salariale n'a pas été sanctionnée par un contrat de travail écrit, mais qu'il reste largement implicite (plus instable ?). De plus leur niveau de couverture sociale (en incluant la socialisation non institutionnelle des risques de maladie, de vieillesse, . . .) est pratiquement inexistant (caractéristique propre au secteur), et leur revenu monétaire direct ou indirect le plus faible de tous les actifs urbains. Ces salariés du SNE, dont la seule existence prouve qu'il n'y a pas libre entrée pour se mettre à son compte dans le secteur informel, sont les grands perdants du marché de l'emploi, et par extension du développement mexicain.

Part des salariés et de la masse salariale dans le SNE par secteur d'activité

Secteurs	Masse salariale Valeur ajoutée (%)	Salariés Actifs (%)
Agriculture	22.03	21.32
Mines	0	0
Manufactures	24.05	24.01
Construction	55.01	61.26
Electricité	0	0
Commerce	7.04	9.85
Restaurants, Hôtels	13.97	14.31
Transports	43.88	18.54
Communication	0	0
Services financiers	44.58	◇
Services aux ménages (réparation, services domestiques, nettoyage, autres services)	29.59	55.52
Services professionnels, médicaux, éducatifs	20.04	10.92
Total	25.05	36.59

CONCLUSION : DIAGNOSTIC ET PROPOSITIONS

1. La portée et les limites de la méthode

La première partie de cette conclusion sera dédiée aux limites et améliorations possibles de la méthode proposée. D'abord un certain nombre de corrections pourraient être réalisées à moindre frais. En ajustant les nomenclatures et les périodes de référence entre comptabilité nationale et enquête emploi, en utilisant comme interface la masse salariale du secteur public, parfaitement connue par les comptes nationaux mais non disponible au niveau du compte de production/exploitation, ou encore en faisant des hypothèses sur la FBCF et les variations de stock à partir du recensement d'établissements de 1985-86 (quand les résultats seront disponibles), il sera loisible d'avancer une estimation plus précise et fiable. De plus le chiffre de 6.75 % est très certainement sous-estimé de la part des pluri-actifs dans l'emploi (à ajouter à la sous-estimation provenant de l'hypothèse : FBCF = 0). Pour creuser dans cette direction, il faudrait s'inspirer de la voie italienne, qui ne comptabilise plus l'emploi en termes d'actifs mais en unités de travail standard (1). Or aujourd'hui l'ENEU ne saisit la double activité que sous forme qualitative (oui/non et dans quelle branche), et ne donne rien sur les revenus tirés de celle-ci.

Mais, évidemment, le point crucial que nous n'avons pas abordé jusqu'à maintenant est la contribution du SNE à la valeur ajoutée réelle d'une branche. En effet le ratio VA_{sne}^i / VA^i est susceptible de varier, suivant que le SNE est complètement, partiellement ou pas du tout inclus dans les mesures de la comptabilité nationale. Si nous n'avons pas tous les éléments d'information pour répondre à cette question (les susceptibilités peuvent s'avérer très chatouilleuses lorsqu'on cherche à connaître les limites d'un instrument statistique, surtout quand il est source de pouvoir et enjeu politique), on peut avancer les arguments suivants dans le sens de la solidité des estimations énoncées :

- les caractéristiques du SNE (activités essentiellement domestiques et ambulantes), nous donnent de fortes présomptions sur la non-inclusion dans les comptes nationaux. Si prise en compte il y avait, elle ne pourrait qu'être partielle et/ou relevant d'hypothèses plus ou moins plausibles (de productivité, de main-d'oeuvre employée, . . .), sans fondement empirique statistiquement corroboré ;

(1) V. SIESTO "Concepts and methods involved in the last revision of Italy's GDP", European Conference on medium term economic assessment, Rome, sept. 1987, 25 p.

Le SNE et le secteur non localisé
(sur l'aire métropolitaine de Mexico)

100 % des activités sur charrettes, deux roues	appartiennent au SNE
98,5 % des activités à domicile	appartiennent au SNE
95,6 % des ambulants, ou sur la voie publique	appartiennent au SNE
68 % des postes fixes dans la rue, ou "puces"	appartiennent au SNE
61,5 % des services offerts sur des véhicules	appartiennent au SNE.

- vu le chiffre avancé pour le ratio (6.75 % du PIB officiel), les variations induites par l'incertitude sur la part comptabilisée de la VA du SNE urbain, ne peuvent qu'être de faible amplitude, en tout état de cause comprises entre 6.75 (dans le cas de l'intégration complète), et 6.32 si elle échappait complètement à la VA officielle (1).

Au-delà même de la marge d'erreur causée par le manque de transparence des fameux "arbitrages" de la comptabilité nationale, les calculs menés plus haut nous apportent une information supplémentaire à celle contenue dans le système des comptes, sur l'origine ou la répartition sectorielle (au sens du secteur formel/informel) de la population active et de la valeur ajoutée. Et donc ils permettent de déduire des productivités apparentes du travail qui mettent en regard certains types d'emplois avec le produit qu'ils créent. Par exemple, la méthode nous semble moins "hypothétique" que celle employée en Tunisie pour ce même type d'activité. Alors même que ce pays est certainement l'un de ceux où la mesure du secteur non structuré est la plus avancée, l'estimation de la contribution des activités non localisées à la production nationale s'est faite en multipliant un volume d'emploi (différence entre le recensement d'établissements et l'enquête population-emploi) par un coefficient de productivité égal à celui observé pour les entreprises de une à deux

(1) On a $VA_{réelle} = VA_{officielle} + (1-p)VA_{sne}$ et $VA_{officielle} = VA_{sm} + pVA_{sne}$;
avec p : proportion de Va produite par le SNE incluse dans la comptabilité nationale ;
SM : ensemble des secteurs autres que le SNE.

$$\text{Donc si } p=1 \quad \frac{VA_{sne}}{VA_{réelle}} = \frac{VA_{sne}}{VA_{officielle}} = 6.75 \%$$

$$\text{si } p=0 \quad \frac{VA_{sne}}{VA_{réelle}} = \frac{VA_{sne}}{VA_{sne} (1/0.0675+1)} = 6.32 \%$$

personnes, branche par branche (1). Ici l'hypothèse porte sur toute la valeur ajoutée, alors que nous ne l'introduisons que sur le taux d'investissement, soit une faible sous-partie de la valeur ajoutée.

Ceci nous amène à formuler quelques propositions dans le but d'améliorer la couverture et la qualité des mesures afférentes au phénomène du secteur informel, dans le cadre du système intégré des comptes nationaux.

2. Propositions pour un cadre de mesure du secteur informel dans le système d'information national mexicain

Nous nous inscrivons dans la continuité du système de comptabilité nationale mexicain pour l'élaboration des comptes de production. En effet son architecture spécifique, basée sur les recensements économiques et des enquêtes propres, présente des avantages certains par rapport à ceux fondés sur les centrales de bilans, et autres sources administratives d'origine fiscale ; en particulier celui d'atténuer (dans quelle proportion, l'étude reste à faire) le sous-enregistrement dû à la fraude fiscale (2). Dans cette perspective, nous proposons deux compléments au système déjà existant.

* Pour le secteur non structuré localisé, que l'on pourrait repérer par les établissements fixes de moins de 5 personnes, tout en restant dans le cadre des recensements économiques, on devrait inclure un module spécifique, adapté à ce type d'unités économiques. Car si une entreprise de taille moyenne, tenant comptabilité, peut donner des informations sur son chiffre d'affaire annuel, comment croire à la fiabilité des réponses à une telle question lorsqu'il s'agit d'un artisan qui travaille à la pièce et ne tient pas ses comptes ? Aussi pourra-t-on s'inspirer des méthodologies et systèmes d'enquêtes

(1) P. MULLER "Les comptes des entreprises non financières en comptabilité nationale. Eléments méthodologiques à partir de l'expérience tunisienne", STATECO n° 46, 1986, pp. 47-73.

(2) Dans ce domaine, le Mexique semble s'orienter vers une "francisation" de son système. Pourtant il faudrait mettre en regard des qualités d'un système qui a déjà fait ses preuves, les effets pervers qu'il pourrait induire. Dans un pays où l'administration fiscale n'a pas la puissance qu'elle connaît en France, et où il existe une certaine défiance à son égard (dont est relativement exempte la Direction de la Statistique), une telle réforme basée sur les déclarations fiscales pourrait, dans un premier temps, approfondir le sous-enregistrement des comptes nationaux.

déjà bien rodés sur l'Afrique (1) et de l'expérience de l'enquête pilote sur les micro-établissements (2). De plus, pour pallier le sous-enregistrement dû aux difficultés de localisation des petites unités, l'ENEU (et maintenant l'enquête emploi rurale, ENER), devrait permettre d'effectuer les redressements nécessaires à partir de son corpus d'items sur les unités de production (type de local, branche, taille, . . .).

* Pour le secteur non structuré non localisé, la mesure de l'activité ne peut se faire que sur la base d'une enquête ménage. L'enquête pilote de 1987-88 sur les micro-établissements a montré les déséconomies entraînées par l'usage d'un questionnaire commun à la fois à des établissements de 5 personnes (avec un local propre, pour lesquels il existe une stratégie minimum d'investissement, de choix de financement, voire de gestion du personnel) et les activités exercées par des indépendants (seuls, dans le commerce ou les services, dont le leitmotiv est la survie en attendant de trouver autre chose). L'extrême volatilité de ce type d'activité d'une part, et l'adéquation presque parfaite entre unité de production et unité de consommation d'autre part, plaident pour une approche ménage plutôt qu'une optique établissement, dont les coûts de localisation pourraient se révéler rédhibitoires. Dans ce sens l'enquête emploi paraît l'instrument privilégié de ce choix ; soit telle quelle, à partir de la méthode employée plus haut, complétée par des enquêtes ponctuelles sur la FBCF, les stocks, etc., soit en utilisant un module spécifique accouplé au questionnaire de base, soumis à la population cible (les actifs du SNE).

(1) J. CHARMES, note AMIRA, op. cit.

(2) Encuesta piloto sobre micro negocios, metodologia y resultados, INEGI, Mexico, 1988.